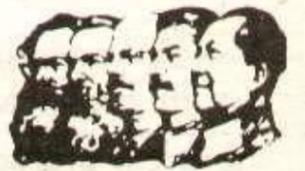


l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

150 travailleurs chassés de leur logement

MARDI 10 avril, à l'aube, des dizaines de policiers investissent deux foyers Sonacotra de Strasbourg. Les résidents en sont expulsés, leurs affaires personnelles jetées dans des sacs poubelles, leurs chambres fermées. En début d'après-midi, la même opération est reproduite dans un troisième foyer. Au total, entre 100 et 150 travailleurs strasbourgeois ont ainsi été jetés à la rue par la police au cours de cette seule journée. D'autres sont menacés d'être chassés à leur tour. Car sachez-le cette brutale opération de police qui prive les travailleurs de leur logement se fait au nom de la justice, sur ordre du pouvoir. Depuis plusieurs années maintenant, les résidents des foyers Sonacotra, travailleurs immigrés pour la plupart, ont entamé une lutte pour des conditions de logement décentes, contre les hausses continues des loyers, pour que soit reconnu et respectés leurs droits et leur dignité de travailleurs contre la répression raciste dont ils sont quotidiennement victimes. Pour faire céder la direction Sonacotra, ils ont recouru à la grève des loyers. Leur lutte qu'ils ont unifiée au plan national grâce à la mise en place d'un comité de coordination n'a cessé de gagner en ampleur et en popularité.

Depuis des années, le pouvoir, quant à lui, n'a cessé de multiplier les provocations et les manœuvres pour réduire la combativité de ces travailleurs, pour briser leur lutte légitime. En vain. Expulsions illégales des délégués de la coordination. Saisies-arrêts sur les salaires des résidents grévistes. Tentatives de divisions. Agressions et attentats contre des résidents. Et enfin, une vague de procès qui, dans un premier temps, ne donna pas les résultats attendus par le pouvoir. A chaque fois riposte, unité des grévistes et solidarité autour de la lutte gagnèrent en force. Aujourd'hui, Stoléru, le ministre du « dialogue avec les immigrés », voudrait recourir à la « solution finale » : liquider la grève en supprimant les résidents par l'expulsion et la fermeture des foyers. Après Strasbourg, d'autres travailleurs résidents dans d'autres villes sont menacés des mêmes expulsions.

Au moment où Giscard-Barre piétinent l'un après l'autre le droit des travailleurs, où droit de grève et de manifestation nous sont brutalement contestés, au moment où la politique du pouvoir prend clairement le visage d'une attaque frontale contre tous les travailleurs, n'est-il pas évident que la répression qui s'exerce avec une extrême dureté à l'encontre des immigrés est une des pièces maîtresses de l'offensive réactionnaire contre toute la classe ouvrière ?

Transformer ces attaques concentrées du pouvoir en un puissant argument pour réaliser l'unité de la classe - immigrés et français - voilà ce qui est à l'ordre du jour dans l'organisation de la riposte à ces expulsions scandaleuses.

Pierre MARCEAU

Le RPR cote en baisse

Les ministres RPR jouent le jeu de Giscard

Voir page 3

Section CFDT d'Usinor-Dunkerque («suspendue»)

Quelques pièces à verser au dossier

Voir page 5

SIDERURGIE

Dunkerque-Mardyck et Fos : la grève s'étend

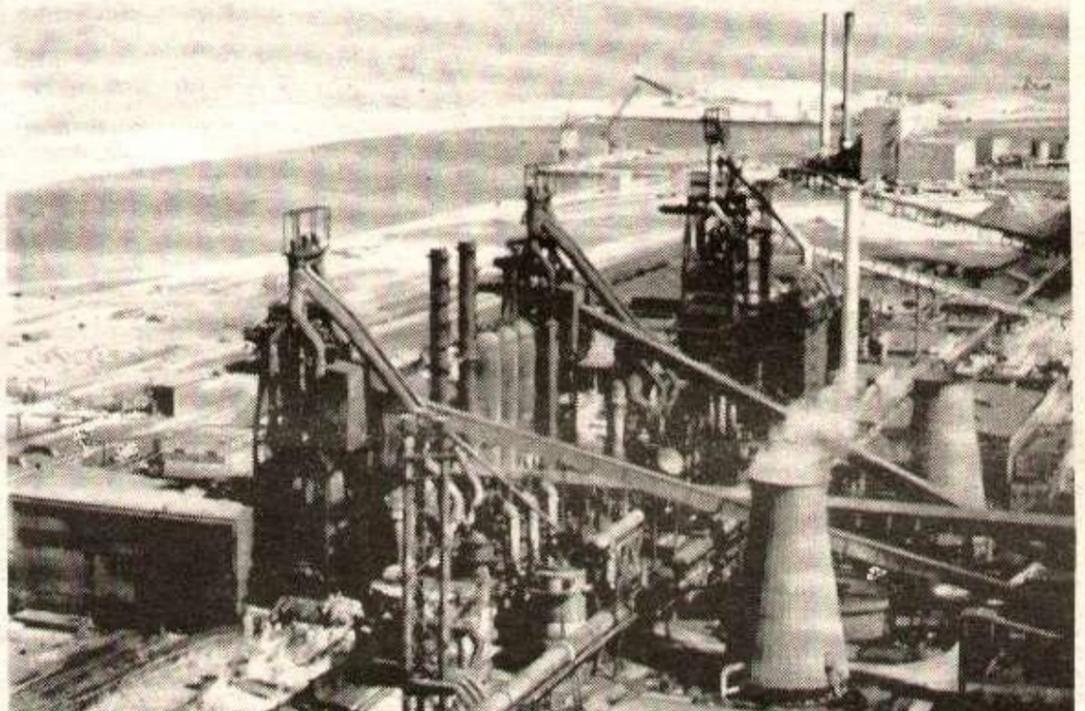
AUSINOR-Dunkerque, la grève des travailleurs du parc à brames se poursuit. Elle va entrer demain dans son 12^e jour. Les travailleurs des hauts-fourneaux qui avaient été lock-outés par la direction et étaient entrés en grève, poursuivent leur mouvement de manière massive. La direction elle-même a reconnu aujourd'hui qu'il y a 7 à 8 000 travailleurs lock-outés à Dunkerque.

A Usinor-Mardyck, la grève a été lancée mardi après-midi en raison d'une menace de lock-out de la direction car la production de Dunkerque n'y arriverait plus. Les travailleurs ont décidé de développer leur grève en installant un solide piquet de grève.

La grève se poursuit aussi à Fos ou plus de 1 000 travailleurs de la Solmer ont refusé de reprendre le travail. Dans la ville de Dunkerque, les sidérurgistes d'Usinor ont manifesté mardi après-midi après avoir bloqué une nouvelle fois l'auto-route.

Mercredi après-midi, une intersyndicale de la sidérurgie doit se réunir pour essayer de décider de nouvelles actions communes des sidérurgistes.

Correspondances.



Les installations d'Usinor-Dunkerque. Actuellement 7 à 8 000 travailleurs sont lock-outés.

Dans l'édition datée de vendredi, nous publierons le programme des journées de solidarité avec les sidérurgistes, organisées par le PCML à Dunkerque et à Denain les 29 et 30 avril, ainsi qu'une première liste des délégations ouvrières qui y participent

LE MONDE EN MARCHÉ

A l'occasion du voyage de Marchais à la Réunion, «l'Humanité» le réaffirme

Le PCF est contre l'indépendance de la Réunion

La Réunion vue par Marchais : une partie de la France qu'il faudrait protéger par des réglementations spéciales dans le cadre du marché commun



Mars 1978 : manifestation pour l'indépendance à la Réunion.

DÉCIDÉMENT, le Figaro est bien un journal réactionnaire... Ne voilà-t-il pas qu'il avait osé écrire, à la suite du voyage de Marchais à l'île de la Réunion que le PCF et son émanation locale, le PC réunionnais, étaient favorables à l'indépendance de la Réunion, une des dernières colonies françaises. Fort heureusement, l'Humanité du 10 avril met les choses au point.

Les dirigeants du PCF sont résolument contre l'indépendance de la Réunion, île située à plus de 10 000 kilomètres de la France et se prononcent pour une « autonomie populaire et démocratique dans le cadre de la République française (...) Faire l'amalgame, pour ainsi dire, de ces positions bien connues et en déduire, comme le fait Le Figaro que l'autonomie réclamée par le PC réunionnais signifie en fait l'indépendance, est une falsification pure et simple ».

Au moins, les choses ont le mérite d'être claires. Le PCF se prononce très nettement contre l'indépendance de l'île de la Réunion. Il est d'ailleurs en cela logique avec lui-même. N'a-t-il pas attendu février 1957 pour admettre qu'il existait un « fait national algérien » ? (voir encadré).

Son attitude en ce qui concerne la Réunion relève exactement du même domaine. Qui peut nier qu'il existe aujourd'hui une situation coloniale à la Réunion ? Comment pourrait-on expliquer que l'île Maurice, Madagascar, les Comores,

toutes anciennes colonies voisines aient pu obtenir une indépendance que l'on ose aujourd'hui refuser à la Réunion ?

L'AFRIQUE POUR L'INDEPENDANCE DE LA REUNION

Il faut à ce sujet signaler que du 14 au 19 janvier dernier se tenait à Dar-Es-Salam, en Tanzanie, la 32e session du comité de libération de l'Organisation de l'Unité africaine avec, à son ordre du jour, la question de la décolonisation de la Réunion. On ne s'étonnera pas d'apprendre que c'est l'Organisation communiste marxiste-léniniste de la Réunion, qui lutte pour l'indépendance, qui y fut reçue et que les Etats africains refusèrent d'entendre le rapport de Vergès, le dirigeant du PCR sur l'autonomie.

On ne s'étonnera pas non plus que l'Humanité ait « oublié » de signaler cette réunion de l'OUA et le fait que de nombreux pays se soient officiellement prononcés pour l'indépendance de la dernière (avec Mayotte) des colonies africaines

de la France, dix-huit des vingt et un pays que compte le comité pour être précis (seuls le Maroc, la Mauritanie et le Sénégal émettent des réserves).

L'ENNEMI, C'EST L'EUROPE

Il n'y a pas besoin d'étudier très en détail le contenu des discours de Marchais à la Réunion pour voir, qui selon lui est l'ennemi du peuple réunionnais. Cet ennemi, ce n'est pas le colonialisme français, c'est (on l'aurait deviné)... l'Europe et le Marché commun !

Finalement pour Marchais la question qui se pose n'est pas la domination coloniale française sur la Réunion. C'est que dans le cadre de l'Europe les colonialistes français puissent garder les mêmes avantages. C'est tout le thème de son développement sur les îles Féroé (petites îles danoises dans l'Atlantique nord). La citation est extraite de l'Humanité du 6 avril :

« Si Giscard d'Estaing et Debré voulaient vraiment défendre les intérêts de la Réunion dans le Marché commun, ils le pourraient. Il y a un précédent : lorsque le Danemark a adhéré à la Communauté économique européenne, il a demandé et obtenu que les îles qui lui appartiennent, les îles Féroé, gardent leur capacité de négocier au coup par coup les accords les concernant. Je pose la question : pourquoi ce qui est possible pour ces îles-là, ne le serait pas pour La Réunion ? Pourquoi ce

qu'un petit pays comme le Danemark, peut imposer, la France ne le pourrait-elle pas ? »

POUR UNE INDEPENDANCE VERITABLE

Là aussi, la position de Marchais est claire. Elle consiste à présenter la Réunion comme une partie de la France qui serait, par rapport aux autres, plus soumise à la concurrence dans le cadre du Marché commun et que, par conséquent, il faudrait mieux la protéger par le biais des réglementations spéciales.

Or, est-ce ainsi que se pose le problème. Pour la Réunion, mais aussi pour les autres colonies comme la Guadeloupe ou la Martinique, la véritable question de l'émancipation économique ne passe ni par une intégration ni par un protectionnisme dans le Marché commun. Cette émancipation économique réelle, ne peut passer que par la fin du pillage colonial auquel sont soumis ces pays, elle ne peut passer que par une indépendance économique qui elle-même ne peut exister que dans le cadre d'une réelle indépendance politique. C'est le seul moyen d'en finir avec la misère qui sévit aujourd'hui dans ces îles pourtant dotées d'une terre et d'un climat qui pourraient leur apporter une richesse peu commune.

Non, monsieur Barre, la Réunion ce n'est pas la

France. Non, monsieur Marchais, l'ennemi du peuple réunionnais, ce n'est pas l'Europe, c'est le colonialisme.

Et le peuple réunionnais vous le démontrera, tout comme le peuple algérien l'a fait.

Serge FOREST

Un oubli révélateur

Parlant de cette région du monde en général, Marchais avait, dans son discours de jeudi 5, à la Réunion, fait l'éloge de l'indépendance et de la lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme : « Il est révolu le temps du colonialisme et du néo-colonialisme, avait-il dit. Les peuples veulent vivre indépendants. Ils veulent être libres de leur propre destin. Voilà la vérité historique que nous avons la chance de vivre aujourd'hui ».

Bien entendu ces phrases ne s'adressaient pas à la Réunion et aux Réunionnais. Pour eux, d'après lui, l'indépendance n'est pas à l'ordre du jour. La preuve : pas plus dans l'Humanité du lendemain qui publiait des extraits de ce discours que dans Témoignage, le journal du PC réunionnais de Vergès qui, lui, prétendait le publier « intégral », on ne retrouve cette citation.

Quelque fois que ça donnerait des idées...

URSS

Nouveaux procès contre le groupe « Opposition de gauche »

IL y a maintenant une semaine, Arkadi Tsourkov passait en procès devant les tribunaux de Leningrad. Son crime : avoir milité dans un groupe qui s'appelle « Opposition de gauche ».

Ce groupe, composé essentiellement d'étudiants, ne possède pas une ligne politique claire et bien définie. Cependant, on peut voir au travers de leur publication Perspective les orientations globales. Ainsi, dans un article d'analyse de la société soviétique, il est expliqué que le régime qui sévit à l'heure actuelle en URSS n'a rien à voir avec le socialisme, mais, au contraire, qu'il est « un capitalisme monopoliste d'Etat porté aux limites de l'absurde ». L'article dénonce également la « politique chauvine, grand-russe et impérialiste ». Les autorités de l'Etat y sont dépeintes comme une « nouvelles aristocratie ». Quant à la classe ouvrière « privée de tout droit et de toute perspective, elle s'est réfugiée dans l'alcool et l'indifférence à l'égard de son propre sort et de celui de la société ».

On comprend dès lors que le KGB ait tout fait pour décapiter ce mouvement en formation. Cela

s'est concrétisé par plusieurs arrestations, durant le dernier trimestre de 1978. En riposte, une manifestation de protestation s'est déroulée à Leningrad le 5 décembre dernier. Le groupe avait eu le temps de se faire connaître avant l'intervention du KGB. C'est pour cette raison que tout a été fait pour éviter toute publicité possible pour le procès de Tsourkov. Seule, sa mère a pu assister au premier jour du procès puis après, plus personne n'a pu savoir ce qui s'était passé lors de ce procès. Le verdict prononcé le 6 avril est lourd : cinq ans de camp à régime sévère plus deux ans d'assignation à résidence.

La semaine prochaine doit se tenir un autre procès d'un membre de l'« Opposition de gauche » : Alexandre Skobov. Mais il ne pourra pas assister à son propre procès, pas plus que son avocat. En effet, Skobov a été jugé irresponsable par un institut de psychiatrie de Moscou qui l'a déclaré atteint de « psychopathie schizoïde », ce qui lui vaudra probablement, en guise de peine, un long internement dans un de ces hôpitaux psychiatriques très spécialisés dont les autorités soviétiques ont le secret.

L'Algérie déjà

La position fondamentalement opposée à l'indépendance des peuples colonisés par la France n'est pas nouvelle. On a déjà grandement eu l'occasion d'apprécier avec l'expérience algérienne.

A ce sujet voilà ce qu'on pouvait lire dans « Cahier du communisme » la revue théorique du comité central du PCF, dans le numéro daté de janvier-février 1956, pages 42 et 43 :

« Les colonialistes et leurs valets de plume nous ont souvent qualifiés, nous communistes, de « séparatistes ».

« Ou sont les séparatistes ? L'évolution de la situation en Afrique du Nord permet aujourd'hui à des millions de Français de répondre clairement à la question.

« Les séparatistes, ce sont ceux qui pratiquent et qui soutiennent la politique de violence. Ceux qui se refusent à reconnaître la légitimité des revendications nationales des peuples d'outre-mer. Ceux qui ont mené durant des années en Tunisie et au Maroc et qui poursuivent en Algérie la politique à la fois criminelle et insensée menée au Vietnam pendant près de huit années. Ceux qui se dressent contre la moindre atteinte à leurs monstrueux profits et qui n'hésitent pas à menacer, à la moindre occasion, tel ce colonel Raymond, ultra de présence française, qui déclarait récemment à Rabat : « Que la France se ressaisisse, sinon nous la renierons à notre tour ».

« Une telle politique ne peut que faire haïr la France. Elle ne peut que dresser un peu plus chaque jour contre notre pays des millions d'hommes et de femmes qui ne demandaient qu'à s'entendre avec nous. Extrêmement lourde est la responsabilité des gouvernants qui ont conduit à une telle situation. Dans ce domaine également éclate toute l'incapacité de la bourgeoisie à défendre l'intérêt national ».



DANS L'ACTUALITE

Raid sioniste sur des camps palestiniens

L'AVIATION sioniste vient de perpétrer le raid aérien le plus profond à l'intérieur du Liban contre un camp palestinien depuis la signature des accords Begin-Sadate. C'est dans la région de Tyr que des camps de réfugiés du Fath ont été bombardés mardi après-midi, à Damour et à Ras-Al-Ein...

Cette nouvelle opération terroriste de l'aviation sioniste contre des réfugiés civils s'effectue au moment où le premier ministre égyptien, Mustapha Khalil, précise la position de l'Égypte vis-à-vis du pacte militaire de solidarité arabe. On sait que l'accord signé le mois dernier prévoyait que si un pays arabe attaquait Israël, l'Égypte ne serait pas tenue de le soutenir, bien au contraire. Khalil vient de diminuer considérablement la portée de cette clause en précisant que si la Syrie intervenait militairement pour récupérer le Golan, l'Égypte ne considérerait pas cela comme une agression, mais comme un acte de légitime défense et que dans ce cas elle soutiendrait militairement la Syrie.

L'engagement de l'URSS va croissant en Erythrée

Communiqué du FPLE

LA quatrième phase de l'offensive lancée par le DEURG fasciste, le 2 avril courant, est à bout de souffle. Les forces d'occupation éthiopiennes ont mené cette nouvelle opération dans deux directions :

- 1) De Malsa Deklaï (sur la côte de la Mer Rouge) vers le Nord.
- 2) D'Afaadet vers le Nord, en direction de Nacfa, la capitale provinciale du Sahel.

L'objectif des forces d'occupation est d'anéantir les bases arrières du FPLE et de reconquérir la ville de Nacfa. 10 000 soldats éthiopiens appuyés par des dizaines de chars soviétiques T 54, BM 21 et 24, MIG 21 et 23, des bombardiers Sokhoï 7 sont engagés dans cette offensive.

L'engagement de l'URSS est actif et va croissant. Des navires de guerre soviétiques apportent un soutien logistique aux troupes éthiopiennes à Malsa Deklaï.

Quatre attaques ont déjà été héroïquement repoussées par nos combattants : les pertes ennemies sont très importantes. Des centaines de soldats ont été tués et une grande quantité d'armements détruits ou saisis.

Trois MIG ont été abattus par nos forces : deux d'entre eux sont tombés dans la province de Sahel et le troisième dans les faubourgs d'Asmara.

Par ailleurs, le processus d'unification entamé à Karthoum récemment entre le FPLE et le FLE a été couronné par des résultats positifs. Dorénavant, les deux armées des deux fronts sont placées sous un commandement militaire commun. En ce moment même, les combattants du FPLE et du FLE livrent ensemble des batailles héroïques contre les forces d'agression.

Victoire aux masses

Front populaire de libération de l'Erythrée.
Paris, le 10 avril 1979.

AFGHANISTAN

Un général soviétique en mission à Kaboul

LA rébellion s'étend en Afghanistan où les rebelles musulmans portent des coups de plus en plus sévères aux forces régulières. Les principaux foyers d'insurrection se trouvent à l'est du pays, à proximité des frontières pakistanaise et chinoise, il n'en faut pas plus pour que Moscou y voie la main d'Islamabad et de Pékin.

Ce qui est sûr, c'est que cette rébellion préoccupe fort le Kremlin qui dispose déjà d'un millier de conseillers militaires en Afghanistan et accélère ses livraisons d'armes. Brejnev vient en outre d'envoyer en mission à Kaboul le général Alexei Epichev, chef de la direction politique des forces armées soviétiques, en vue d'évaluer les besoins immédiats de l'armée afghane.

ITALIE

La répression s'abat sur l'extrême gauche

DEPUIS samedi, la police italienne a opéré une série d'arrestations dans les milieux d'extrême-gauche. Officiellement, le but de ce déploiement policier serait de faire la lumière sur l'enlèvement et l'exécution d'Aldo Moro l'an dernier par les Brigades rouges. Certains vont même jusqu'à affirmer que ses assassins seraient parmi les interpellés de ces derniers jours.

On peut toutefois se demander quelles sont les raisons pour lesquelles les autorités italiennes ont attendu jusqu'à maintenant pour arrêter ces théoriciens du terrorisme qui étaient connus de tout le monde et qui n'ont jamais fait mystère de leurs opinions qui semblent aujourd'hui constituer les seuls chefs d'accusation retenus contre eux. On est alors conduit à s'interroger sur les véritables raisons de cette vague de répressions : ne s'agit-il pas tout bonnement d'une manœuvre électorale de la Démocratie chrétienne ?

Le RPR cote en baisse

Les ministres RPR jouent le jeu de Giscard

LES hommes politiques des hautes sphères s'accordent actuellement à rivaliser d'orthodoxie, de purisme. C'est à qui fera la leçon à l'autre. Barre à Chirac, Chirac à Barre, Chirac au RPR, Chirac aux ministres RPR du gouvernement Giscard-Barre, ces mêmes ministres à Chirac. La navette de leur tricot de désaccords travaille activement. En fait, le problème semble relativement simple. Les ministres RPR pouvaient représenter pour Chirac une sorte de pression, de cheval de Troie à l'intérieur même du gouvernement de Giscard. Il semble que ces ministres fassent au contraire le jeu de Giscard à l'intérieur du RPR.

La lettre du lundi 9 avril des six ministres RPR et des cinq secrétaires d'Etat se fonde sur deux points.

QUE VEULENT LES MINISTRES RPR ?

Les ministres RPR soutiennent la liste européenne de Chirac et de Debré. Ils revendiquent, par contre que leur mouvement demeure plus fidèle à l'esprit gaulliste dont s'inspire leur organisation et que Chirac cesse surtout de harceler le gouvernement de Giscard.

D'une part, ils soutiennent la liste RPR, qui s'oppose à la liste UDF, d'autre part, ils appliquent les directives de Barre qui lui, s'est prononcé pour la liste UDF et combat donc celle du RPR.

Le RPR ne sort pas gagnant de cette situation. Parti, certes, de la majorité qui a poussé Giscard à la présidence, il est à présent en perte de vitesse. Son envergure a chuté. Il ne peut plus servir les intérêts privés de ces messieurs aussi bien qu'avant.

Toutes les références au gaullisme, à la cohésion de la majorité, à la fidélité aux institutions ne sont que des paravents. Ces hommes, ces partis ne sont au service que de leurs intérêts.

COGNER A LA BONNE PORTE

Prenons le cas de Debatisse, qui fut pendant huit ans à la tête de la Fédération nationale du syndicat

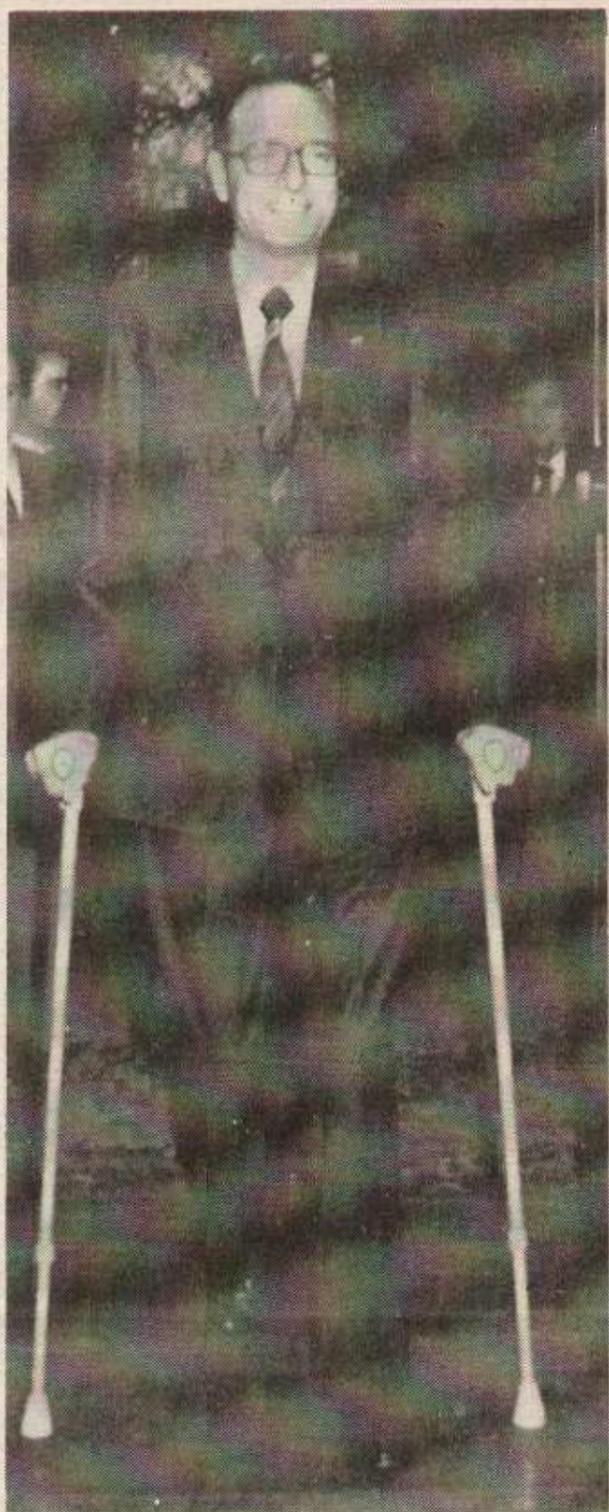
des exploitants agricoles (FNSEA). Il n'a jamais été « adhérent » d'un quelconque parti de la majorité, ce qui ne l'a pas empêché, bien au contraire, d'être au mieux avec les ministères de toute tendance.

Chirac lui a proposé récemment d'être le second sur sa liste aux élections européennes, il a négligé cette offre. En revanche, il est fort probable qu'il accepte de figurer à la sixième place sur la liste de Simone Veil, liste élargie UDF. Pourquoi a-t-il éconduit Chirac et accepterait-il Simone Veil ?

Outre un portefeuille à l'assemblée européenne, sa candidature à l'UDF élargie peut lui ouvrir les portes du ministère de l'Agriculture, si Giscard est réélu en 1981. Somme toute, il n'a pas dû osciller très longtemps devant l'alternative proposée : être un fidèle petit caporal de Chirac ou posséder le portefeuille de l'agriculture.

Le cas de Debatisse incarne relativement bien quelles peuvent être les motivations des engagements politiques de ces hommes-là, il nous informe aussi sur la chute du RPR. A la tête de la FNSEA, Debatisse draine une très grande partie de l'électorat rural. Son choix pour la liste UDF élargie aura des incidences quantifiables sur celui-ci. C'est donc un coup dur qu'accuse le RPR, qui lui aussi possède une bonne partie de son électorat en zone rurale.

Nathalie VILLOTIERS



Un parti à l'image de son dirigeant, boiteux.

Nouvelles protestations contre le programme nucléaire

APRES l'accident de la centrale nucléaire d'Harrisbourg où les femmes et les enfants ont eu l'autorisation de revenir — on continue de parler des accidents du nucléaire, « incidents » qui semblent se multiplier.

Ainsi, on a appris que mardi, à Grenoble, au centre de recherches nucléaires, une fuite de gaz radio-actifs s'est produite à la suite d'un incident technique dans l'enceinte du réacteur. Le système de sécurité a stoppé le réacteur et il semble que personne n'ait été irradié de façon grave.

Par ailleurs, de plus en plus de voix s'élèvent pour

mettre en garde et protester. Six membres d'associations écologiques au conseil d'information sur l'énergie nucléaire ont menacé, mardi, de démissionner et ont écrit au président de la République pour protester parce que ce conseil d'information n'informe que lui-même et pas le public.

La coordination des mouvements écologiques s'est, elle aussi, réunie mardi près de Flamanville et proteste contre le refus du gouvernement à engager un débat sur le nucléaire alors qu'il maintient et accélère son plan d'implantation de centrales.

C.M.





JOURNEES DE SOLIDARITE
A DUNKERQUE,
A DENAIN ET A FAMECK

Les 29-30 avril et le 13 mai

A Usinor-Montataire aussi,
l'avenir est menacé !

S A l'on s'en tient aux apparences, les travailleurs d'Usinor à Montataire dans l'Oise ne sont pas touchés par les licenciements actuels dans le Nord et en Lorraine. Et pourtant... en y réfléchissant, il semble bien que l'avenir de l'emploi des 2 300 sidérurgistes de Montataire se joue dans le combat actuel.

D'abord, une remarque générale. La restructuration actuelle touche essentiellement le secteur des produits longs où la concurrence est importante et où les produits sont jugés trop faibles.

Le secteur des produits plats n'est que peu touché pour le moment. Mais qui peut croire que dans une nouvelle phase, le patronat et le gouvernement ne vont pas essayer de restructurer ce secteur à son tour ? Le but du patronat et du gouvernement est d'arriver à concentrer la production sur Dunkerque et Fos. Toutes les unités de production extérieures seraient liquidées. Il s'agit pour eux d'éliminer tout ce qui pourrait contribuer à augmenter les coûts de production, notamment les transports. Le patronat attaque par vagues successives. Il espère pouvoir combattre les sidérurgistes les uns après les autres. Si les sidérurgistes ne ripostent pas tous ensemble aujourd'hui, ils seront contraints à lutter dans des conditions beaucoup plus difficiles dans les toutes prochaines années.

LE SORT DE
MONTATAIRE LIÉ
A CELUI DE
DENAIN

Pour revenir plus précisément à Usinor-Monta-

taire, il apparaît que l'emploi y est lié très étroitement à l'avenir des sidérurgistes de Denain. A l'heure actuelle, l'usine de Montataire, qui fait du laminage à froid, est alimentée par Dunkerque et par Denain.

Le plan actuel du patronat est, en 1980, de fermer l'aciérie de Denain, dont la production se ferait à Dunkerque. Seul serait gardé à Denain le train à chaud. Mais pour combien de temps ? Ce serait en effet une perte de profits que de transporter l'acier de Dunkerque à Denain. C'est pourquoi il est très probable que le patronat ait déjà prévu pour l'avenir la fermeture totale des installations de Denain. Toute la production serait alors effectuée à Dunkerque. C'est pourquoi il est également nécessaire de s'opposer à la fermeture de l'aciérie de Denain.

Si le train à chaud de Denain se trouve menacé, l'emploi à Usinor-Montataire sera directement mis en cause. Il faut savoir, en effet, que l'usine de Mardyk, toute proche de

Dunkerque, fait du laminage à froid, comme Montataire. L'intérêt du patronat sera évidemment alors de concentrer toutes les phases de la production sur place. Le transport à Montataire constituerait un manque à gagner.

D'ores et déjà, on peut d'ailleurs constater que des suppressions d'emploi ont lieu à Montataire. Les départs en retraite ne sont pas remplacés et la direction prépare 300 départs en pré-retraite. On dira peut-être : c'est pour faire de la place aux sidérurgistes de Denain ou d'ailleurs qui seraient mutés. La direction d'Usinor prévoit en effet 190 mutations à Montataire de travailleurs de Denain. Mais qui croit que cela générerait la direction de licencier les travailleurs après les avoir mutés ? N'avait-elle pas déjà muté des sidérurgistes de Thionville à Longwy ?

LE SORT DES
SIDERURGISTES
EST LIÉ

Le sort de tous les travailleurs de la sidérurgie

se joue dans la lutte actuelle contre les licenciements dans le Nord et en Lorraine. L'avenir de l'emploi à Montataire se joue actuellement. Des luttes isolées, demain, seront plus difficiles. A Dunkerque, c'est l'avenir des conditions de travail qui se joue.

Le but du patronat est d'intensifier au maximum la production, au détriment des conditions de sécurité. En fermant Denain, la direction d'Usinor prétend faire produire 10 000 tonnes par jour au HF4 de Dunkerque alors que le fonctionnement de ce haut-fourneau n'est pas du tout maîtrisé. Dernièrement encore, des ouvriers y ont trouvé la mort. C'est d'ailleurs pour ces raisons que la direction d'Usinor a donné un sursis d'un an à l'aciérie de Denain.

Oui, décidément, de Montataire à Denain en passant par Dunkerque, le sort des sidérurgistes est lié.

Pierre BURNAND



Un atelier à Usinor-Montataire.

La suspension
du conseil syndical de la
section d'Usinor-Dunkerque

Sordide
manipulation
politique

«Sordide histoire de finances»
d'après Chérèque

LE secrétaire de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque nous a communiqué quelques pièces à verser au dossier de la suspension du conseil syndical dont Chérèque prétend, encore et toujours, qu'elle n'a de raisons que financières.

« Une un peu sordide histoire de finances », précise même le communiqué du 6 avril de la FGM.

HISTOIRE DE
FINANCES

Signalons au passage cette lettre, datée du 29 mars 1979, adressée à la section CFDT d'Usinor-Dunkerque par le Syndicat de la métallurgie dunkerquoise qui « certifie que la section syndicale d'entreprise d'Usinor-Dunkerque a, les années antérieures, y compris 1978, payé les parts revenant aux différentes structures CFDT sur les cotisations syndicales ». Et parlons d'un aspect de la politique financière de la section dont fait état la lettre suivante, datée du 24 mars 1979 : « Les sections syndicales CFDT de Denain, Trith, Svi, Isbergues, Longwy, Sedan, Thionville, Montataire, Chièrs et Anzin remercient les camarades d'Usinor-Dunkerque pour leur aide financière de 12 200,00 F concrétisant leur soutien aux organisations CFDT des sections d'Usinor dans la perspective d'éventuelles actions concertées des travailleurs de toutes les unités d'Usinor-Neuves Maisons. Au-delà de l'aide financière, la prise en compte par les camarades de Dunkerque, des problèmes des travailleurs menacés dans leur emploi par les restructurations est en elle-même porteuse d'espoir quant à la continuité et à l'élargissement des luttes ».

Le chèque correspondant au montant de la collecte effectuée à Usinor-Dunkerque les 6 et 7 mars 1979 a été remis le 14 à la section CFDT de Denain, comme le confirme son secrétaire Michel Bruniau, et réparti entre les différentes sections d'Usinor pour leurs frais de déplacement pour la montée à Dunkerque.

UNE QUESTION
DE POUVOIR

Mais de quels crimes sont donc coupables les militants suspendus de la section ? Les responsables de la FGM nous apprennent qu'ils ont voulu prendre la direction de la section, en pratiquant divers abus de pouvoir et trafics d'influence et en s'appuyant sur des éléments d'extrême-gauche. On en conviendra, voilà qui donne un aspect finale-

ment bien politique aux prétendues sordidités financières !

Le communiqué indique que cela fait plusieurs mois que « Claude Bernard et ses amis » ont voulu prendre la direction de la section.

Faut-il rappeler que Claude Bernard en est le secrétaire depuis... 1973 ?

En toute démocratie, les responsables fédéraux indiquent qu'il s'agit maintenant de « préparer une assemblée d'adhérents qui aura à apprécier et élire les responsables de la section ».

S'agissant d'une « un peu sordide affaire de finances » comme ils le prétendent, comment se fait-il qu'ils aient ainsi précipité les choses dès le 19 mars par la diffusion dans toute l'usine — et même au-delà — d'une « information aux adhérents et dirigeants CFDT » (done surtout faite pour être le plus largement connue) ?

Le 19 mars, à la veille des élections de délégués du personnel ! Le résultat, on s'en doute, c'est que les sièges gagnés l'année précédente par la section (un dans le premier et un dans le second collège), avec la même direction, étaient cette fois perdus !

Comment se fait-il qu'ils aient précipité les choses en suspendant le conseil syndical le 30 mars, le lendemain du jour où Claude Bernard est désigné pour représenter le syndicat et la section au Congrès de Brest, par le conseil du Syndicat de la métallurgie dunkerquoise ?

C'était à six jours du rassemblement prévu à Dunkerque. C'était aussi à neuf jours d'une journée de collecteurs dont le conseil de la section, bien avant qu'il soit suspendu, avait décidé l'organisation en vue de préparer une assemblée générale des adhérents.

S'agissant « d'une un peu sordide histoire de finances » comment se fait-il que les pourfendeurs d'abus de pouvoir n'aient pas justement profité de cette réunion pour tirer les choses au clair ? Au contraire ; le collectif mis en place par les responsables fédéraux a annulé cette assemblée : ce fut sa première décision et il intervint directement auprès de la direction pour faire annuler les congés syndicaux demandés par les participants !

Il s'agissait de quelques éléments du dossier. Nous y reviendrons !

RUGBY

L'équipe d'Afrique du Sud indésirable

L'EQUIPE de rugby de la province sud-africaine du Transvaal se trouve actuellement en France. Cette équipe qui effectuait une tournée devant jouer à la Voulte, Dax, Nice, et Paris. Devant le mouvement antiparthéid qui grandit en France et après l'exécution du militant noir Salomon Mahlangu à Pretoria, les municipalités des trois pré-

mières villes ont annulé les matches prévus avec l'équipe du Transvaal. Pour l'instant, seul reste programmé le match de l'équipe sud-africaine avec celle des étudiants du P.U.C.

Le président de la Fédération française, de Rugby, Ferrasse, a dû déclarer qu'il jugeait la tournée en France de l'équipe du Transvaal « indésirable » car cette équipe ne comporte pas de

joueur noir. Le ministre des Affaires étrangères a fait de même. C'est là une position qui ne gêne en rien les responsables du rugby sud-africain. Ceux-ci enverraient dit-on, en France deux ou trois joueurs noirs, histoire de donner à leur équipe un caractère multiracial.

Cette condition demandée aux équipes sud-africaines pour pouvoir effectuer une tournée en France est donc une hypocrisie. Nous

exigeons l'interdiction de toute tournée d'équipes sud-africaines en France. En Australie, en Nouvelle Zélande, pays où le rugby est aussi un sport très répandu et populaire, les tournées des équipes de l'apartheid sont interdites. Il doit en être de même en France, en commençant par celle des Springbocks en octobre prochain.

38e CONGRES DE LA CFDT (2)

Des « nouveautés » qui reviennent sur les acquis de 68

« Dans les dix dernières années, la CFDT s'est laissé déporter »

à indiqué Rollant dans son rapport au Conseil national

NOUS avons commencé hier à faire le point des problèmes posés par le 38e congrès de la CFDT, qui a lieu dans un mois. Après avoir fait état de la difficulté des syndicats et sections à participer à la discussion des textes (textes trop longs et délais trop courts), nous avons abordé ce qui est au cœur du rapport d'orientation, la thèse que le recentrage est la continuité de l'orientation prise depuis 1968. Il y a en effet continuité... du côté de la direction confédérale pour combattre les acquis de 1968, la conception d'un syndicat de classe : revendications unificatrices, démocratie, action privilégiée par rapport à la négociation...

Ces mêmes questions sont au centre des résolutions que nous examinerons aujourd'hui.

Habiles à manier le double (voire le triple) langage, les dirigeants cédétistes proclament leur attachement au syndicalisme de classe et de masse et ils n'hésitent pas non plus à revendiquer l'héritage des syndicalistes révolutionnaires. Mais ils se gardent bien, comme ils le font pour le « socialisme autogestionnaire », à en donner la définition, et à en tirer les conséquences.

Quelle raison avance la CFDT pour son renforcement ?

S'auto-glorifiant, les dirigeants confédéraux estiment que le renforcement de la CFDT est dû à « la crédibilité accrue du projet autogestionnaire ». En fait, la CFDT a joui du prestige d'un certain nombre de luttes dures : Lip en est la plus prestigieuse.

Après Mai 1968, de nombreux jeunes militants sont venus à la CFDT parce qu'ils pensaient qu'ils pouvaient y trouver la possibilité d'exprimer et de concrétiser leur refus du système, avec moins de « contraintes » qu'à la CGT. Ils croyaient trouver une organisation syndicale refusant tout compromis avec le gouvernement et le patronat et menant une action autonome par rapport aux partis bourgeois. La remise en vigueur de formes de lutte permettant l'application d'une large démocratie (comité de grève, assemblée générale du personnel, recherche de la popularisation...), venant d'ailleurs de la base, était faite pour les séduire.

LA POLITIQUE D'ACTION EN 1979

La politique d'action proposée au congrès est à l'opposé de cette conception.

En fait, toute l'action proposée est axée sur « la recherche de réelles possibilités de négociation ». « L'action doit se mener » au plus près « des préoccupations journalières ». « Au plus près » au lieu de « à partir de ».

Qui fera croire que la CFDT a obtenu ainsi, quel que part, « des résultats significatifs » ? Les dirigeants cédétistes se plaignent d'ailleurs de la « mauvaise volonté » du CNPF et du patronat...

Un nouveau vocable est mis en avant : « L'articulation de l'action » qui vient compléter la conception précédente et ainsi s'opposer aux idées de lutte et de coordination des luttes.

La définition des objectifs revendicatifs n'est plus guidée par la volonté de leur donner un caractère de classe, c'est-à-dire qui s'inscrit dans une stratégie de rupture. Les avant-projets de résolution abandonnent totalement les revendications non hiérarchisées, refus des licenciements par exemple et s'en justifient, « il aurait bien fallu gérer la crise ».

A l'origine de la justification, il y a la question clé de la gestion de la crise.

Ainsi Maire déclare : « Il est vrai que nous avons maintenu pendant des années un dialogue critique et constructif sur le Programme commun avec les partis de gauche. Mais par souci de ne pas nuire au succès électoral de cette gauche, avons-nous dit tout ce que nous pensions ? Et n'est-il pas temps de le dire maintenant dans cette période où nous faisons tout pour que ne recommencent pas les erreurs qui ont conduit à mars 1978 ? »

Il ne doit pas exister beaucoup de militants CFDT et plus largement de militants de gauche, qui n'aient eu aucune inquiétude avant mars 1978 sur certaines conséquences négatives qu'aurait eues l'application intégrale du Programme commun par une gauche victorieuse. (congrès UR Rhône-Alpes).

Et plus loin : « Si la gauche avait pris le pouvoir, il aurait bien fallu gérer la crise ».

UN CLIVAGE ESSENTIEL

Le texte de la fédération des finances marque bien le clivage essentiel qui apparaît actuellement dans la CFDT, une véritable lutte entre une ligne de collaboration de classe, de gestion et une ligne de lutte qui veut rompre avec le capitalisme.

De cette ligne de gestion, plusieurs témoignages sont apparus depuis quelques mois : à propos des revendications, il est significatif par exemple que dans les propositions faites par le bureau national à la conférence nationale de janvier, la lutte contre les licenciements est remplacée par l'action pour une meilleure indemnisation du chômage.

— La ligne de la direction se traduit également par deux glissements : il n'est plus question de socialisation que des « grands » moyens de production, on ressuscite les vieilles étucubrations sur « la planification démocratique » à la sauce Mendès-France. « Recentrage » signifie alors retour dix ans en arrière car comme le dit M. Rollant, dans son rapport à la conférence nationale, dans l'intervalle « la CFDT s'est laissée déporter ».

— Enfin, les textes se référeront encore à « l'autonomie » de la CFDT (avec au passage, une œillade aux anarcho-syndicalistes), mais la seule perspective offerte est la « reconstruction de l'union des forces populaires », appuyant « la prise de pouvoir politique par les forces politiques de gauche ». D'ores et déjà la direction CFDT se réinscrit dans le contexte des prochaines législatives...

Elle n'hésite pas à critiquer la dépendance de la CGT par rapport au PCF (paragraphe 6-2 du projet de résolution) alors qu'on peut noter bien des similitudes de langage entre Maire et Rocard.

C'est d'ailleurs ce projet de résolution qui a provoqué le plus grand nombre d'amendements : 1 058.

LES AMENDEMENTS

En ce qui concerne les amendements, alors que les conditions de la préparation en ont déjà limité le nombre, ils ne seront pas tous soumis au congrès. L'habileté de la commission des résolutions aura été de retenir ceux qui ne remettraient pas en cause fondamentalement la ligne confédérale : ainsi, plusieurs amendements concernant les 35 heures sans perte de salaire, l'action en direction des travailleurs, des jeunes, des immigrés, le rôle de coordination de la confédération...

C'est seulement sur deux points qu'elle n'a pu empêcher que soient portés devant le congrès des amendements qui abordent des questions de fond : un amendement qui pose la nécessité de rompre avec le système capitaliste, contre la thèse réformiste de la prise du pouvoir étape par étape, par le grignotage ; un autre qui pose la question du rôle de la négociation, qui doit être subordonnée à la création d'un rapport de force, à la lutte, mais n'est pas une action en elle-même.

Joël FABIEN
(A suivre)

23e CONGRES DU PCF

Une brochure pour comprendre et argumenter



Voici la préface de cette brochure indispensable à tout militant

IL est maintenant de plus en plus fréquent que, dans les entreprises et localités, les militants de notre parti discutent, confrontent leurs points de vue, agissent contre le capitalisme, aux côtés de militants, parfois responsables locaux du PCF. Le fait que, dans de tels cas, la discussion se mène entre communistes qui se reconnaissent en tant que tels et respectent leurs points de vue respectifs est un fait encourageant. La rencontre dans les luttes ou dans le soutien à des luttes amène à mieux se connaître et à voir que ce qui anime les uns et les autres est la volonté de servir au mieux les intérêts du peuple, que les uns et les autres sont dans le même camp dans le combat anticapitaliste.

Mais ceci ne conduit nullement notre parti à atténuer ses désaccords inconciliables avec la politique mise en œuvre par la direction du PCF aussi bien sur le plan intérieur qu'international. Cette politique est, à nos yeux, contraire aux intérêts des travailleurs et donc aussi à ceux de la très grande majorité des militants du PCF. La discussion fraternelle permet d'ailleurs de constater que de nombreux militants ou cadres du PCF ont également des désaccords parfois profonds et s'interrogent sur la politique de leur parti.

Cette discussion va se poursuivre tout naturellement à la veille de la tenue du 9 au 13 mai du 23e congrès du PCF. Dans ce but, nous donnons ici notre point de vue sur quelques uns des aspects les plus importants de la politique suivie aujourd'hui par le PCF.

L'URSS est-elle socialiste ? L'URSS défend-elle la paix ? Quels rapports le PCF doit-il avoir avec elle ? Ce sont là quelques unes des questions essentielles aujourd'hui en discussion dans les rangs du PCF qui amènent de nombreux militants à s'interroger. Questions de grande importance et qui ne sont nullement étrangères aux luttes qui se déroulent dans notre pays. Car les réponses apportées à de telles questions concernent aussi l'idée que l'on se fait du socialisme, et donc en définitive le type de société que l'on veut pour la France, que l'attitude que l'on adopte dans la défense de la paix mondiale et de l'indépendance nationale. Les documents préparatoires au 23e congrès du PCF répondent à ces questions.

Incidents dans la préparation du 23e congrès du PCF

A propos d'affabulations (suite)

NOUS avons fait état, dans notre édition d'hier, d'un incident qui aurait perturbé la conférence préparatoire du congrès du PCF, de la section d'Arcueil. Yves Roucaute, militant du PC, mais connu pour avoir défendu des positions « critiques » dans le parti, avait été mis brutalement dehors par quatre permanents. Cette information parue dans le Monde et le Matin avait été démentie avec indignation dans l'édition de mardi de l'Humanité qui la traitait de « mensonges tellement ignobles et grossiers qu'ils n'attirent que le mépris ».

Alors que nous nous étonnions de ce démenti sans justification, le Monde du 11 avril publie en réponse une lettre d'Yves Roucaute. Il confirme les brutalités et explique : « La situation est grave, très grave... Qui sont ces gens qui de manière délibérée, ont choisi l'affrontement ? C'est la fraction dirigeante du parti qui n'a pas voulu confondre ni avec le parti, ni avec les permanents ou la direction dans son

intégralité. Les responsables de tels actes sont les représentants du courant sectaire à la direction, ceux qui ne peuvent admettre que certains courants continuent à porter bien haut le drapeau de l'union de la gauche à la base et au sommet... »

Mettant directement en cause l'absence de démocratie dans le congrès, il continue : « La démocratie passe d'abord par la reconnaissance de la diversité des adhérents, puis par celle des contradictions réelles qui animent le parti... Toutes nos impasses viennent du refus de reconnaître cela : La violence physique n'y changera rien. Et la démocratie dans le parti, c'est aussi le âge de notre crédibilité quant au socialisme démocratique que nous voulons pour la France ».

Où sont donc les affabulations ? N'est-ce pas plutôt quand certains des dirigeants du PCF s'autoproclament les « défenseurs intransigeants, des libertés et de la démocratie » ? Ce témoignage le laisserait penser.

C.M.

POLITIQUE ET SOCIAL

Conflit de la SPIRAM à Toulouse

Comment assurer le soutien et la solidarité

Une question qui se pose à tous les travailleurs et militants

De notre correspondant à Toulouse

D EPUIS un mois, les ouvrières de Spiram sont en grève contre Batmal, leur patron de choc (Voir notre dernier numéro). Une telle grève pose à la classe ouvrière et ses organisations un certain nombre de problèmes sur lesquels nous devons tous réfléchir, grévistes, militants syndicaux et politiques, tous ceux qui, aujourd'hui, nous posons la question : « Comment se battre, comment gagner ? »

Ces problèmes sont posés d'abord par la résistance d'un patron tel que Batmal, résistance qui est augmentée dans cette période de crise, et particulièrement dans les petites et moyennes entreprises (PME).

Pour ne pas être absorbés par un plus gros, ils misent tous sur la surexploitation de leur personnel. Deuxième problème, cette surexploitation est rendue possible par la faiblesse des organisations des travailleurs du fait de la répression syndicale, mais aussi de l'oppression permanente des femmes, de leur manque d'habitude à prendre leurs affaires en main.

Un tel conflit pose donc plus que jamais le problème de la mobilisation de toute la branche et du soutien de toute la classe ouvrière.

LA MOBILISATION DE L'HABILLEMENT S'IMPOSE

Parce que dans la région on est particulièrement en recul, le syndicat patronal de l'habillement n'existant plus, les quelques miettes accordées par les anciennes réunions paritaires régionales ne sont plus accordées aujourd'hui. Et aucun conflit d'ampleur régionale n'avait obligé le patronat régional à céder quoi que ce soit.

Aujourd'hui, à travers Batmal, c'est au contraire un nouveau recul. Batmal est à la pointe des attaques contre les travailleuses de l'habillement, mais les autres ne restent pas les bras croisés : augmentation des cadences, médecins-flics, reprise des avantages acquis, etc. Une mobilisation de l'habillement et une riposte commune s'imposent donc non seulement pour la victoire des Spiram, ce qui sera un encouragement pour l'ensemble, mais aussi pour l'avancée des revendications communes.

SURMONTER LES DIVISIONS ENTRE SYNDICATS

Cette riposte commune ne semble pas nécessaire à tout le monde. Bien que le problème ait déjà été posé sur Toulouse par la grève de Mas en 1976, et bien que les grévistes de Spiram et Hacitex, le syndicat CFDT, l'aient posé dès le début de ce conflit, cela n'a pas été

pris en main par le syndicat de l'habillement CGT.

Or, c'est lui qui est largement implanté et majoritaire sur Toulouse, dans l'habillement. Ce n'est pas que les délégués et adhérents de base CGT y soient hostiles, mais ce n'est pas la ligne de conduite habituelle que s'est fixé ce syndicat.

Cette absence d'intérêt et de mobilisation pour le conflit se traduit par le fait que quasiment aucune déléguée CGT de l'habillement n'est venue discuter directement avec les grévistes. Seules les informations traditionnelles passent par les voies habituelles du syndicat. Ce n'est pas comme cela que se forgeront la compréhension mutuelle et l'unité des travailleuses de l'habillement.

LE SOUTIEN DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

Depuis la grève de Bardin en 1975, on a pu constater sur Toulouse une avancée de la mobilisation des différents secteurs autour d'un conflit.

Pour un certain nombre de militants syndicaux de divers horizons politiques, il est clair qu'une grève dans une usine concerne l'ensemble de la classe ouvrière. Et la solidarité ne peut se résumer à un message et une collecte. C'est aussi s'intéresser de près au conflit, rencontrer les grévistes, bien connaître les problèmes et donc être armés pour le populariser et susciter le maximum d'intérêt et de soutien parmi les travailleurs de tous les secteurs.

Un moyen efficace est d'organiser la rencontre des grévistes avec les sections syndicales et les travailleurs des autres usines.

Mais bien d'autres initiatives peuvent être prises. Il faut que chaque travailleur, chaque usine devienne l'appui sûr de ceux qui sont en grève, face aux patrons qui, eux, se serrent les coudes et ont leurs arrières, gouvernement, pouvoirs publics, banques, chambres patronales, etc.

La situation actuelle d'attaque générale du gouvernement et du patronat et les difficultés pour la riposte, c'est ces idées là qu'il faut faire avancer, qu'il faut mettre en pratique pour que l'unité des travailleurs progresse, et pour que des victoires soient possibles.



Au piquet de grève de la Spiram : les dernières tentatives pour convaincre les non-grévistes. (Photo HR).

TEMOIGNAGE

Agressé par des policiers dans le métro

Extrait du «Patriote guadeloupéen»

Le vendredi 22 décembre 1978, un peu après 17 heures, un policier faisant partie d'un groupe de trois m'interpelle pour un contrôle d'identité dans les couloirs de la station de métro « Jaurès ».

Habitué à ce genre de contrôle, systématique à l'encontre des étrangers, je lui donne la pièce demandée. Après un moment, il me demande mon adresse, bien que celle-ci soit indiquée sur la carte ; et comme je n'avais pas compris du premier coup sa question, avec une agressivité digne de son uniforme, il me cria au visage : « Je sais parler français, moi ! vous devriez avoir compris ! ».

Déjà un deuxième policier s'était approché, puis un troisième, mais comme personne d'autre ne passait dans les couloirs, je ne pouvais me permettre de répondre à leurs provocations.

Etant trois à m'entourer maintenant, ils me demandèrent d'ouvrir mon sac que je portais en bandoulière. Je refusai d'exécuter cet ordre en leur disant que ce n'est pas légal. A croire qu'ils n'attendaient que cela ! Aussitôt ils exigèrent que je les accompagne au commissariat de Stalingrad. En fait, ils ne cherchèrent pas du tout à me conduire à ce commissariat ; je m'en suis rendu compte à Stalingrad en les voyant « tatonner » pour savoir où ils allaient se rendre. Je commençai à avoir peur, car, alors que nous étions engagés dans un couloir, en s'apercevant que les portes qui y donnaient étaient ouvertes et qu'alors quelqu'un pouvait passer, l'un des policiers dit : « merde, c'est ouvert, ce n'est pas là ! », et nous fîmes demi-tour : ils cherchaient donc à m'emmener dans un coin isolé, hors de vue d'éventuels témoins. Je me rappelai les exemples de mésaventures du même ordre de bon nombre de nos compatriotes ; je songeai au jeune martiniquais Mirval et aux circonstances de son assassinat par des policiers, et mon angoisse augmenta.

Mais que pouvais-je faire, escorté tel un bandit, bousculé et invectivé sous les yeux des passants, impasibles car ne pouvant deviner la cause de mon interpellation ?

A la fin, ils m'emmènèrent dans un local équipé pour eux dans le métro. Là se trouvaient deux autres policiers qui considérant qu'ils allaient gêner, sortirent ; l'un d'eux qui était un noir (je sus plus tard que c'était un guadeloupéen comme moi) leur dit en sortant : « vous pouvez y aller, de toutes façons je ne suis pas là ». Il savait donc ce qui allait se passer et inconscient du fait qu'il est lui aussi émigré, il cautionne ce genre de pratiques.

On me fit une fouille complète. Prétextant qu'auparavant j'avais été arrogant, l'un des policiers me frappa d'un coup de poing à la poitrine et me gifla, tout ceci dans un flot de bousculades et d'injures. On me demanda entre autres : « quand est-ce que tu retournes dans ton pays ? », « il n'y a pas de C.R.S. chez toi ? », et pour

clôre le tout, on me balança un autre coup de poing. Ils menacèrent de m'attaquer en justice pour m'intimider. Ils téléphonèrent au fichier-contrôle pour avoir des renseignements à mon sujet, et après réponse, ils me laissèrent partir.

Quant à ce compatriote-flic, il revint quelques instants plus tard et comme pour s'excuser, il me dit en créole que s'il n'avait pas été là, j'aurais reçu une raclée. Mais il savait pertinemment que durant son absence, ses trois compères n'étaient pas restés à se tourner les pouces.

Je considère avoir eu de la chance d'en sortir vivant, car de nombreux étrangers ont ainsi, « pour rien », été assassinés par des flics en France.

Je n'eus pour ces gens, à la sortie du local, que de la haine et du mépris. Mais je me ressaisis vite, car en fait, ils ne sont là que pour exécuter des ordres. Leurs méthodes racistes et anti-émigrés ne sont en fait que des implications de l'action des « leaders politiques » de leur pays. Tant que nous serons chez eux, nous aurons à être confrontés à ces viles pratiques. Il nous faut donc contribuer à créer les conditions nous permettant de vivre libres chez nous.

Ce témoignage est tiré du Patriote guadeloupéen, organe central de l'Association générale des étudiants guadeloupéens. (AGEG 85, Rue Beaubourg Paris 3e)



Fouille dans le métro à Paris.

CHAUDRONNERIE DE SAINT-NAZAIRE

La direction annonce le licenciement de 74 des 181 travailleurs

De notre correspondant à St-Nazaire

UNDI matin, au comité d'entreprise, la direction a annoncé le licenciement de 74 des 181 travailleurs de l'entreprise. Cette entreprise travaillait à 90% pour les chantiers de l'Atlantique, lors de sa création en 1977. Aujourd'hui, les patrons restructurent en gardant les activités qui leur procurent le plus de profits. Et bien sûr, ils licencient.

Ces attaques ne datent pas d'aujourd'hui : prétextant des difficultés, la direction avait déjà ramené les effectifs de 246 à 181, s'était attaquée aux avantages acquis, avait réduit l'horaire sans compensation de salaire, institué le chômage partiel (25% du pouvoir d'achat perdu depuis janvier 1977).

Déjà 39 travailleurs de la chaudronnerie étaient employés en sous-traitance à la SNIAS.

A la fin du mois de mars, les travailleurs avec leur syndicat CGT avaient réagi en bloquant la sortie d'une colonne de raffinage qui devait être transportée sur le quai puis livrée à l'URS. Prétextant ce blocage, la direction avait annoncé qu'elle déposait son bilan.

Aujourd'hui ce sont les licenciements avec les promesses (« si l'entreprise démarre, les licenciés auront priorité à l'embauche... »). Les menaces (« ceux qui ne reprendront pas demain matin seront licenciés », « ceux qui acceptent d'être déclassés ne seront pas licenciés »).

Mardi les travailleurs de la chaudronnerie ont informé les autres travailleurs nazairiens.

2 jours de grève générale des lycéens corses

«Une université en Corse et pour le peuple corse»

LES organisations « Liceani nazionalisti corses » (LNC), l'« Unione di Liceani corses » (ULC), la « Consulta di studenti corses » (CSC) et la CFC ont formé la « Culletivu Liceanu » (collectif lycéen). Ils ont lancé un appel à la grève générale dans les lycées et collèges de Corse. L'objectif fixé par les organisateurs est d'obtenir une véritable université (pour l'instant il n'y en a aucune), « en Corse et pour le peuple corse ». Ils ne veulent pas que ce soit une université au rabais et un instrument accentuant l'assimilation du peuple corse, comme le prévoit le projet du pouvoir. Ils considèrent que « cette lutte pour l'université ne peut être dissociée du combat plus général pour l'émancipation du peuple corse ». Ils veulent qu'elle « soit tournée vers le monde méditerranéen, celui qui nous

entoure, celui dont nous faisons réellement partie. »

C'est la première fois que des organisations spécifiquement corses lancent un mouvement d'une telle ampleur. C'est donc un fait nouveau important, qui témoigne de l'engagement de plus en plus en profondeur de la jeunesse corse scolarisée. D'ailleurs, l'enjeu dépasse ce seul cadre, car les revendications s'étendent à la reconnaissance des droits nationaux, au départ de toutes les forces de répression, ainsi qu'à la libération des patriotes emprisonnés.

Le « Collectif di Corti », le « Comité anti-répression », l'UPC, l'« Associu insignant corses » (Aiacciu), le PCML et un certain nombre d'organisations politiques, syndicales, culturelles corses, ont pris en compte ces revendications et les soutiennent. La jeunesse socialiste était partie prenante de la grève et du collectif lycéen. Au contraire pour l'organisation de jeunes du PCF, la JC « le mot d'ordre pour l'université n'étant qu'un prétexte (sic) et sans vouloir jouer les briseurs de grève (resic)... la JC a préféré ne pas soutenir un « tel mouvement » !

La grève a été diversement suivie à Ajaccio, bien suivie à Bastia et allant jusqu'à l'unanimité à Corte et Sartène. Ce qui fait que le succès est appréciable.

Des motions ont été remises, des manifestations ont eu lieu. Par exemple, le vendredi matin à Corti, une centaine de lycéens ont manifesté du lycée Pascal Paoli jusqu'à la sous-préfecture pour remettre une motion. Puis ils se sont rendus à l'Hôtel-de-ville où ils ont été reçus par le premier adjoint au maire qui leur a assuré que la municipalité était pour la création rapide de l'université de Corti.

Les lycéens se sont séparés en lançant des mots d'ordre demandant la démission du futur président de l'université, imposé par le pouvoir.

La grève, prévue pour deux jours, s'est poursuivie samedi à Bastia. Serge LAFORGE

BLOC-NOTES

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles règlements qui nous sont parvenus au mois de février et de mars et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus rapidement possible.

UNE BROCHURE SIDÉRURGIE Communiqué de l'administration

Une brochure sur la sidérurgie (24 pages) doit bientôt sortir. Afin d'ajuster le plus possible le nombre d'exemplaires tirés, nous demandons aux camarades de passer leur commande le plus tôt possible. Dernier délai jeudi 12 avril.

N'oubliez pas de joindre une feuille explicative à tous vos règlements. N'écrivez pas au dos des chèques !

Le n° 19 de Prolétariat est paru Cent pages pour comprendre l'Europe

Union européenne et rivalités nationales

Industries et pouvoirs face à la C.E.C. — Tense et restaurations — Europe internationale

dominer sur la guerre et la paix



Abonnez-vous 1 an : 52F Soutien : 80F

Cellules et sections : ajustez vos commandes... et payez vos dettes. Prolétariat BP 320 13213 Marseille Cedex 1 CCP 2130 89 H Marseille.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM PRÉNOM Lieu de travail Adresse Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet Rédacteur en chef : Jean Quercy Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel L'Humanité rouge - Pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP : 30 226-72 D La Source Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drouot Commission paritaire N° 57 952 Distribution NMPP Imprimerie La Nouvelle Dépôt légal 2ème trimestre 1979

PIERREFITTE (REGION PARISIENNE)

Brutalités policières aux Foncherolles

UNDI matin à 11 h trois cars de flics plus un car de CRS et une voiture banalisée, bref la grosse armada entre dans la cité de transit pour vider les squatters qui occupaient trois appartements depuis quatre jours.

Témoignages : « Ils sont rentrés en force, sans commission rogatoire, sans prévenir au quel que ce soit ; ils nous ont demandé qu'est-ce qu'on foutait là ; puis ils ont appelé des renforts, alors il nous ont vidés en nous tabassant violemment. Ils se sont jetés à deux sur C., une fille de 15 ans ; ils lui ont tordu le bras, elle hurlait et ils l'ont foutu dans le panier à salade... »

« Tout le monde a pris des coups ! Ils ont même tapé dans le ventre de la fille d'Yvonne Huriez enceinte de quatre mois et demi !! »

(D'après l'examen de l'hôpital on craint qu'elle perde l'enfant, le médecin n'a pas pu semble-t-il localiser les battements de cœur du fœtus). Bref, ils ont tabassé à tour de bras ! Epaulement, etc. Les exactions ne se comptent plus contre ces jeunes dont la moyenne d'âge est de 15 ans.

En voyant les flics agir avec une telle brutalité, des habitants de la cité, mineurs et adultes, ont accouru pour aider les jeunes et clamer leur colère.

Mais les flics ne s'en tinrent pas là ! A ce sujet, laissons à nouveau les jeunes témoigner :

« Puis, du panier à salade par groupe de cinq, on

nous a amenés au commissariat et le tabassage en règle recommence. »

Interdiction de fumer. « Ils ont foutu une fille seule dans une « cage » et l'ont à moitié étranglée tout ça parce qu'elle voulait fumer. » (Elle porte des traces de strangulation).

Mais les jeunes ne se sont pas laissés faire : « Nous avons refusé, nous les squatters, de donner notre identité dans un premier temps, après on l'a donnée, parce qu'ils ne voulaient pas nous laisser sortir, les squatters et les autres... »

De 11 h à 14 h, ils nous ont laissés croupir au commissariat ; ensuite, le commissaire est arrivé et nous a dressé des procès verbaux et a voulu nous faire signer les dépositions. »

Les jeunes ont dit qu'ils n'avaient rien à déclarer, mais devant les menaces, ils ont dû céder.

« Ils nous ont fait pointer encore une heure et ensuite, ils ont libéré tous les mineurs qui n'étaient pas squatters. Pour les autres nous sommes restés à six au commissariat. Injures racistes et sexistes : Sales Algériennes, pieds-noirs, salopes, outains, etc. »

Trois ont été amenés à la préfecture de Bobigny « pour faire des photos », mais dans les locaux de la police judiciaire, les jeunes ont refusé les mesures anthropométriques, alors les coups ont repris... Enfin, c'est sans argent, sans carte d'identité, sans avoir bu ni mangé quoi que ce soit

Yvonne Huriez poursuit sa grève de la faim

PARALLELEMENT à ces événements et consciente du lien qui relie les différentes luttes, Yvonne Huriez entame son quinzième jour de grève de la faim pour récupérer ses deux enfants : Farid et Malika. (Articles publiés dans l'Humanité rouge No 1 060).

— Sur le plan judiciaire, où en es-tu ?

Yvonne Huriez : Jeudi, il y a un jugement en référé qui doit statuer sur le transfert d'autorité parentale et sur le droit de visite. »

— Où sont Malika et Farid ?

Yvonne Huriez : Je suis toujours dans l'incertitude au sujet de mes gosses. Vivent-ils en France ou en Algérie ? Je n'en sais rien.

Comment envisages-tu la lutte ?

Yvonne Huriez : Je suis décidée à aller jusqu'au bout. Si je me heurte à un mur, ils auront un deuxième crime sur la conscience. »

« Je soutiens toutes les luttes dont les revendications se rejoignent d'ailleurs : squatters et résidents, mineurs et majeurs, c'est la même lutte pour le droit au logement, pour le droit à une vie décente contre la misère et contre le racisme. »

« Nous appelons toutes les organisations et tous les syndicats à nous soutenir. »

COMITE DE SOUTIEN DE PIERREFITTE 114, Avenue Lénine M.3193 Tél : 823-73-88

Thierry Huriez mort à 14 ans : « Mourir à 14 ans ». Edition du Seuil.

qu'ils ont été relâchés !

Le résultat de l'intervention policière : une détermination encore plus grande, une unité renforcée !

Encore sous le coup de la colère, les jeunes discutaient entre eux pour savoir quelle riposte donner aux brutalités policières :

— Les jeunes continuent de squatter, ils réinvestissent les appartements et organisent la « garde ». « Nous lutterons jusqu'au bout de toute façon. »

— Sur le plan juridique, des plaintes vont être déposées auprès de leurs avocats.

— Dans l'immédiat, on est très inquiet pour la fille d'Yvonne Huriez qui risque de faire une fausse-couche.

— Ils appellent à la solidarité la plus large pour soutenir toute riposte qui sera envisagée dans les jours à venir.

— Enfin, tout le monde constatait que l'unité entre squatters et non-squatters, mineurs et majeurs avait progressé. « Mineurs et majeurs c'est la même lutte ».

MARSEILLE

« Ici, on n'embauche pas les immigrés ! »

Nos camarades de Marseille ont organisé une table ronde avec des travailleurs immigrés et français sur le thème du chômage des immigrés

Nos camarades de Marseille ont organisé une table ronde sur le thème des travailleurs immigrés et du chômage. Des travailleurs immigrés et des travailleurs français y participaient.

HR : Comment les travailleurs immigrés vivent-ils le chômage, la crise ?

Mohamed : Ce sont eux qui supportent encore le plus la crise et le chômage ; pour ceux dont les papiers arrivent à expiration à ce moment-là, les conséquences sont encore plus graves : risque d'expulsion, conditions de vie et difficultés plus grandes à retrouver du travail (que les Français) : quand un immigré a un « métier » et qu'il est resté longtemps au chômage, les patrons prétendent qu'il a perdu la main, qu'il ne sera plus assez rentable, surtout s'il a dépassé un certain âge.

Une discrimination claire et nette

HR : Est-ce qu'en cherchant du travail, tu as senti qu'il y a une discrimination envers les travailleurs immigrés ?

Mohamed : Automatiquement ! Je cherchais du travail, je me suis présenté et le patron m'a dit qu'il n'y avait rien pour moi ; je suis sorti de son bureau et suis resté juste derrière la porte ; il y avait un Français, il est rentré et on l'a embauché. C'est une discrimination claire et nette ; alors je lui ai demandé pourquoi il m'avait répondu ça et qu'il avait embauché un autre, il m'a dit : « Si pour toi, y a pas de boulot, pour lui y en a ». C'était clair et net !

Un jour, je suis allé voir un patron, il m'a fait travailler une journée et quand il a vu que j'étais Tunisien, il m'a dit : « On n'embauche pas les Tunisiens ».

HR : Et concrètement, comment vivent les immigrés chômeurs ?

Taïeb : Surtout pour ceux qui sont au chômage, c'est très rare qu'ils sortent quand la nuit tombe ; j'évite de rester dehors le soir, parce qu'on nous ramasse souvent. Si les flics m'attrappent et que je n'ai pas une fiche de paie sur moi, ça ne pardonne pas : ça peut être l'expulsion.

Un mensonge qui masque l'incapacité du pouvoir

Mohamed : Oui, et je voudrais parler d'un aspect de la propagande du gouvernement français : il dit que si on renvoie les immigrés chez eux, il pourra résoudre les problèmes, la crise économique et politique en France.

C'est une pratique très connue. Je pense que c'est un mensonge qui masque l'incapacité du pouvoir à résoudre la crise ; c'est un mensonge, une carte pour justifier la crise. Malheureusement, le niveau de conscience d'une certaine partie du peuple français permet cette manœuvre : il croit qu'il s'agit de renvoyer les immigrés chez eux pour stabiliser la situation et créer le paradis.

HR : Est-ce que tu penses que la classe ouvrière française se laisse prendre par le racisme que diffuse la bourgeoisie ou bien au contraire est-ce qu'elle réagit ?

Taïeb : En tant que travailleur immigré, j'ai vécu de nom-

breuses années dans les usines, les chantiers, et je pense que même s'il y a du racisme envers les travailleurs immigrés chez les ouvriers français, ça vient de la propagande de la bourgeoisie ; mais à force de vivre ensemble, de discuter, à force de se familiariser, cet aspect s'efface naturellement peu à peu, et les travailleurs français qui ont côtoyé des immigrés comprennent que ces derniers sont des travailleurs comme eux. Ils ont mené des luttes ensemble et montrent une fraternité de façon concrète en accélérant les luttes dans les usines et partout ; c'est un pas très important, un progrès.

Faire la solidarité avec les travailleurs français

Malik : Souvent aussi c'est difficile de faire la solidarité avec les travailleurs français. Le travail qu'on nous donne dans les usines nous cantonne entre travailleurs immigrés. Les contacts sont donc difficiles à établir avec les travailleurs français ; même si ces contacts existent, lorsque le patron licencie, c'est nous qu'il met à la porte en premier : ce sont des immigrés, ça ne fait de mal à personne. Ce que beaucoup de travailleurs français oublient, c'est qu'aujourd'hui, c'est nous, et s'il n'y a pas de solidarité, demain ce sera eux !! Aujourd'hui, faisons d'abord l'unité !!

HR : Est-ce que vous vous sentez défendus par les syndicats ?

Mohamed : Pour ma part,

je ne me sens pas défendu. Quand je suis allé demander des renseignements à la CGT, la première chose qu'on m'a demandé, c'est si j'étais syndiqué. On dirait que ce qui les intéresse, c'est les timbres qu'on colle sur sa carte syndicale.

D'autre part, je n'ai jamais entendu les syndicats français défendre l'unité de la classe ouvrière, français et immigrés.

Salah : Je voudrais raconter ce qui m'est arrivé dernièrement dans l'entreprise du bâtiment où je travaille. C'était pour l'élection du comité d'entreprise. Il y avait dans la boîte un délégué syndical CGT, nous n'étions pas d'accord avec lui sur beaucoup de points. Les travailleurs n'en voulaient pas parce qu'il faisait tout le temps le jeu du patron. Alors je me suis présenté pour être candidat aux élections du comité d'entreprise et le syndicat m'a levé de la liste sans explication, alors que j'avais été choisi et préféré par tous les travailleurs, et il a mis à ma place un Français proche de ce délégué-là.

Dans mon entreprise, il y a une unité Français-immigrés formidable. Les travailleurs français m'avaient choisi aussi et le syndicat n'a pas tenu compte du choix des travailleurs et a mis à ma place le candidat qu'il avait prévu, lui. Et les travailleurs ont refusé de voter pour lui, parce qu'il prenait aussi toujours la défense du patron. Mais comme il n'y a pas d'autre syndicat, c'est quand même celui-là qui en fin de compte a été élu. Je n'accuse pas la CGT, mais la bureaucratie syndicale, et certaines personnes.

HR : Ce travailleur qui a été

imposé à sa place, est-il un militant politique ?

Salah : Oui. C'est un militant du PCF, c'est sans doute l'explication de ce qui s'est passé.

HR : D'une manière générale, vous, travailleurs immigrés, sentez-vous que vous bénéficiez d'un soutien des partis de gauche, PCF et PS ?

Salah : Personnellement, je ne crois pas que les travailleurs immigrés comptent sur ces deux partis, l'expérience le montre bien que nous souhaitons leur soutien. Nous n'avons pas le droit de vote, alors on ne les intéresse pas vraiment.

Nous, nous réclamons non pas seulement le droit de vote, mais l'ensemble des droits politiques, qu'on puisse s'inscrire dans un parti politique français si on le veut, ou même militer en France par rapport à la vie politique de notre pays.

Un travailleur français : Oui ! A Youssef Sassi, lorsqu'ils l'ont fait comparaître devant la commission d'expulsion et qu'il a essayé de parler du problème du racisme, le président de la commission lui a dit : « Si vous trouvez qu'il y a du racisme depuis 1972 que vous êtes là, vous n'avez qu'à rentrer chez vous ! » C'est très grave de dire cela !

HR : Je crois qu'il y a quelque temps, tu as voulu rentrer chez toi. Pourquoi ?

Mahmoud : Parce qu'il n'y a pas de travail. Ça fait quatre ou cinq mois que je cherche. J'ai demandé plusieurs fois à travailler comme vendeur ; on m'a dit : « Revenez la semaine prochaine ». Je suis revenu ; on m'a dit : « Laissez-nous votre adresse ». J'ai laissé mon adresse. On m'a

dit : « On n'embauche que les Français ! », etc.

HR : Mais n'y a-t-il pas aussi le problème que tu ne peux faire venir ta femme ?

Mahmoud : J'ai fait une demande qui a été refusée ; on m'a dit : « Vous n'avez pas travaillé beaucoup l'année dernière ». C'est pour ça que ma demande a été refusée.

L'aide au retour : inadmissible !

Salah : La solution de l'aide au retour est inadmissible. Nous sommes arrivés en France jeunes et en bonne santé, alors que maintenant, une bonne partie de la classe ouvrière immigrée est dans un état de santé anormal ; ceux qui vont rentrer chez eux, qu'est-ce qu'ils vont faire là-bas ? Parce qu'il faut être humain !!! Parce qu'un immigré qui est habitué à travailler, à vivre ici, s'il retourne là-bas handicapé, qu'est-ce qu'il va faire ? Quand il était chez lui et en bonne santé, il n'a pas trouvé de travail. Maintenant qu'il retourne chez lui handicapé, c'est encore pire !

Je suis venu ici en-dehors des accords intergouvernementaux. Le gouvernement tunisien m'avait emprisonné, puis expulsé de chez moi.

Je suis venu ici, j'ai fait les travaux les plus durs. J'ai travaillé dans les chantiers, dans les trous, dans n'importe quels endroits. Le patron français à ce moment-là avait besoin de moi ; il m'a embauché.

Après, avec l'aide des organisations politiques, syndicales et progressistes en France, nous avons manifesté fait la grève de la faim (en 1972) et nous avons obtenu un droit à la carte de travail et de séjour. C'est un droit acquis par la lutte, ce n'est pas un cadeau des gouvernements français, tunisien ou algérien. C'est un droit acquis dans l'unité avec des travailleurs français.

Aujourd'hui, on ne peut lâcher ce droit obtenu par la lutte, les travailleurs immigrés doivent décider de faire face à ces mesures sauvages.

Mahmoud : Je veux dire que les travailleurs immigrés sont devenus un objet de marchandage de la part du gouvernement français avec les gouvernements de leurs pays d'origine.

Le seul moyen de déjouer ces manœuvres, c'est de s'organiser et dénoncer toutes les mesures qui aboutissent à une forme de marchandage entre les pays concernés, sur le dos des travailleurs. J'appelle tous les compatriotes, tous les travailleurs immigrés à s'organiser de façon disciplinée pour faire face à ce qui va à l'encontre de leurs intérêts de travailleurs.



Dans les emplois les plus durs et les plus mo-